

Burundi : le référendum "apprécié de manière divergente" dans la classe politique

@rib News, 19/05/2018 à 14h00 Source Xinhua Le déroulement du processus de l'élection référendaire du 17 mai dernier sur le projet de constitution amendée est "apprécié de manière divergente" par certains acteurs de la classe politique burundaise. [Photo : Des Burundais attendent pour voter sur la réforme constitutionnelle à Ngozi, dans le nord du Burundi, le 17 mai 2018.]

Au lendemain de la publication des résultats provisoires, par les présidents des Commissions Electorales Provinciales Indépendantes (CEPI), qui ont voté d'un "oui" sur le projet d'amendement constitutionnel dans la quasi-majorité des provinces burundaises, le président des Forces Nationales de Libération (FNL, parti politique se réclamant de l'opposition extra-parlementaire), Jacques Bigirimana, a déclaré samedi à Bujumbura que sa formation politique salue le déroulement de ce processus référendaire. En effet, une fois promulguée par le président burundais Pierre Nkurunziza, la nouvelle constitution burundaise remplacera celle en vigueur aujourd'hui depuis le 18 mars 2005 pour régir la gouvernance politico-économique et sociale du Burundi au cours des années à venir. "Le parti FNL se réjouit du déroulement du référendum constitutionnel, particulièrement en ce qui concerne sa bonne organisation durant toutes les étapes de l'opération, notamment depuis les inscriptions au rôle électoral, la campagne électorale, le déroulement du scrutin et le dépouillement", a déclaré en substance M. Bigirimana dans une conférence de presse. Pour M. Bigirimana, le déroulement de ce processus référendaire constitue un "témoignage eloquent d'une grande maturité politique et d'une grande expérience démocratique" du peuple burundais. Sur ce, il a félicité le peuple burundais pour "son comportement exemplaire et pour avoir voté à plus de 90% pour le oui et en faveur des amendements constitutionnels proposés", a-t-il précisé. Le parti FNL félicite également la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et ses membres dans les provinces et les communes, "pour avoir préparé, organisé et supervisé avec brio le scrutin avec toute transparence malgré quelques petites imperfections" relatives à certains "retards enregistrés" en logistique, a-t-il ajouté. M. Bigirimana a remercié également la communauté internationale qui, "même si elle n'a pas pu envoyer des observateurs, ou appuyer matériellement le référendum", a quand même suivi de près le vote référendaire, via notamment ses représentants diplomatiques accrédités au Burundi. En revanche, le président de la coalition politique d'opposition parlementaire "Amizero y'Abarundi" (Espoir des Burundais), le député Agathon Rwaswa, a rejeté "en bloc" les résultats provisoires du vote référendaire sur le projet de constitution amendée. M. Rwaswa, qui est également 1er vice-président de l'assemblée nationale du Burundi (chambre basse du parlement bicaméral burundais), a déclaré samedi que ce scrutin a été marqué de ce qu'il a qualifié de "graves irrégularités" tout au long de son déroulement. Dans un réquisitoire contre le déroulement du scrutin référendaire, M. Rwaswa a insisté dans ses déclarations sur ce qu'il a qualifié de "chasse à l'homme" en direction des mandataires politiques de la coalition politique d'opposition "Espoir des Burundais". "Nous sommes en définitive contre ces résultats et demandons à la CENI qu'on les annule en vue d'une reprise du scrutin dans des conditions qui sont prescrites par la loi, pour que ça puisse réellement faire foi", a-t-il martelé. Pour sa part, vendredi, dans sa réaction à chaud par rapport à la publication des résultats provisoires, le porte-parole de la CENI, Prosper Ntahorwamiye, a démenti ces accusations faisant état du "refoulement" de certains mandataires politiques. "Parler d'irrégularités c'est faire preuve d'exagération dans la narration des faits. La réalité sera de dire de petits incidents d'ordre organisationnel. Sinon, à ma connaissance, il n'y a pas eu d'irrégularités constatées en la matière, et qui seraient de nature à invalider le scrutin", a-t-il tranché.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});